Jeudi 26 Novembre 1914 — N° 22 — Jeudi 26 Novembre 1914

LA BELGIQUE

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
5, Rue Montagne-de-Sion, 5, BRUXELLES
Bureaux : de 10 à 12 et de 15 à 17 heures

JOURNAL QUOTIDIEN

Bruxelles et Faubourgs : 10 centimes le Numéro
Provinces : 15 Centimes le numéro

ANNONCES

La petite ligne . . . . . fr.	0.40
Réclame avant les annonces.	1.00
Corps du journal	2.00
Nécrologie	2.00

LA GUERRE

113me jour de guerre

Certains passages des communiqués français et allemands qui nous sont parvenus hier — trop tard, hélas! pour les commenter aussitôt — intéressent cette fois le théâtre de la guerre en Belgique. Ils l'intéressent malheureusement de façon regrettable. Non point, certes, qu'ils aient trait à des événements capables de compromettre la cause des Alliés. Mais l'un de ces communiqués, celui qui est daté de Berlin, nous apporte la nouvelle du bombardement par la marine anglaise du pittoresque village de Lombartzyde, niché dans les dunes à un quart de lieue de Nieuport en deçà du chenal, ainsi que du bombardement de Zeebrugge et de ses vastes installations maritimes. Un certain nombre d'habitants, dit-on, y auraient trouvé la mort.

Outre cette affreuse nouvelle, les dépêches officielles de Paris nous annoncent la destruction des principaux monuments historiques, aussi célèbres qu'admirables, qui faisaient la gloire de la vieille cité flamande d'Ypres. Bien que l'acharnement de la lutte engagée depuis des semaines autour de cette petite ville paisible ne permit plus guère d'espérer qu'elle échapperait au désastre, l'annonce de sa destruction n'en causera pas moins une nouvelle et réelle douleur, non seulement à tous les Belges, mais encore à tous les amis des arts qui professent de par le monde le respect de nos vieilles villes moyennâgeuses.

Au point de vue militaire, le bombardement d'Ypres avait pu, à certain moment, être interprété dans le sens d'une préparation à un prochain assaut de l'armée allemande. Mais maintenant que le dégel est survenu, il est probable que cet assaut sera une fois de plus retardé, le terrain redevenu plus boueux et glissant que jamais y mettant un sérieux obstacle.

Si l'on ajoute aux obstacles naturels qui hérissent de la sorte cette partie du front de bataille, les impedimenta de tous genres que font naître les intempéries, on est saisi d'un légitime effroi. La tâche des troupes qui se font face apparait tellement rude qu'il ne faut pas s'attendre à voir les opérations reprendre de ce côté une réelle activité.

Les Allemands s'y bornent d'ailleurs, moyennant l'incessante mise en action de leur artillerie lourde et l'organisation d'offensives partielles, à tenter de rendre intenables certaines positions de l'adversaire.

Il en va de même du côté d'Arras et de Soissons — points particulièrement importants — comme aussi dans la région nord de Reims et en Argonne : les Allemands rencontrent partout une résistance énergique et efficace, qui démontre à suffisance que la vigilance des états-majors alliés est toujours en éveil.

***

En ce qui concerne les hostilités dans la Prusse Orientale, Berlin a annoncé hier soir que la situation y restait inchangée, et que dans le Nord de la Pologne l'issue des combats était toujours indécise. Quant au Sud de la Pologne, la dépêche allemande affirme catégoriquement, comme aussi celle reçue ce matin de Vienne, que les troupes austro-allemandes ont gagné du terrain. Elles auraient notamment avancé et conquis plusieurs points d'appui aux environs de Pilica et de Wolbrom.

Disons tout de suite que leur avance vers cette dernière localité n'implique pas une sérieuse modification du front de bataille : Wolbrom se trouve en effet à une dizaine de kilomètres au sud-est de Pilica, sur la ligne supposée que nous avons délimitée hier, allant de Czestochowa à Koszyce. Malheureusement, l'absence persistante de nouvelles de Pétrograd nous empêche une fois de plus de distinguer si l'optimisme relatif de Vienne peut logiquement résister à l'interprétation russe des événements survenus. Nos lecteurs nous en excuseront, en songeant à la difficulté croissante que nous rencontrons pour nous procurer — fût-ce irrégulièrement — les communiqués des états-majors alliés, et nous approuveront de ne pas vouloir tromper leur impatience en leur servant certaines dépêches soi-disant officielles, mises ailleurs en circulation et du texte desquelles déborde la plus outrancière fantaisie.

***

Rien de nouveau concernant les hostilités en Serbie et en Asie mineure. Rien non plus du côté de l'Egypte, où la nouvelle du succès qui aurait permis aux Turcs d'atteindre le canal de Suez n'a pas été jusqu'ici — à notre connaissance du moins — confirmée ou démentie.

En envisageant, dans un de nos récents articles, les possibilités d'action de l'armée ottomane contre l'Egypte, nous avions fait ressortir combien serait ardue pour elle la tâche d'approcher d'abord, et de traverser ensuite, le canal de Suez. Nous serions donc vraiment stupéfaits d'apprendre que d'aussi graves difficultés aient déjà pu par elle être surmontées.

Au point de vue de l'effet moral, pour ne pas laisser gravement compromettre son prestige sur les peuples d'Orient, et au point de vue pratique pour ne pas se voir couper la route maritime des Indes, l'Angleterre a un intérêt tellement considérable à rester sans discussion maitresse du Canal de Suez, qu'elle a dû prendre certainement un maximum de précautions pour soustraire cette œuvre admirable à toute menace de conquête ou de destruction.

P. S. — On mande officiellement de Londres que le Portugal, conformément à son traité d'alliance avec l'Angleterre, va incessamment entrer dans le conflit européen.

Le coût de la guerre
et ses conséquences économiques

Le coût de la guerre! La question a déjà fait couler beaucoup d'encre et en fera encore couler à flots, bien que le souci des conséquences matérielles de la guerre soit généralement primé par des préoccupations morales d'ordre supérieur, il est sans doute intéressant de démêler dès maintenant dans leurs grandes lignes les conditions économiques qui nous seront faites après la fin des hostilités. A cet effet, le calcul du cout probable de la guerre s'impose en première ligne. Toutefois les chiffres qu'il est possible d'établir à ce sujet doivent être considérés à priori comme essentiellement approximatifs : il ne saurait etre question de les accepter autrement que comme les simples éléments d'une discussion relative aux conséquences économiques de l'état de choses actuel.

Tout d'abord, examinons les données officiellement fournies jusqu'ici par les principaux Etats intéressés, en commençant par l'Angleterre.

Le premier ministre, M. Asquith, dans le récent exposé qu'il a fait au Parlement, a évalué les frais de guerre à 25 millions de francs par jour. De son côté, le chancelier du Trésor a estimé qu'y compris toutes les dépenses secondaires et accessoires, les sommes qui seront absorbées par la participation de l'empire britannique à la guerre, s'élèveront pour une année à au delà de 11 milliards de francs, soit à une bonne trentaine de millions par jour.

En ce qui concerne l'Allemagne, on s'accorde généralement à fixer les dépenses à 37 1/2 millions par jour. La disproportion qui existe entre ces deux évaluations, et qui étonne au premier abord si l'on tient compte de ce que l'Allemagne a sous les armes un nombre d'hommes trois ou quatre fois plus considérable que l'Angleterre, s'explique, à la réflexion, fort logiquement. L'Allemagne, en effet, n'a eu qu'à déclancher le ressort d'un instrument tout préparé, tandis que le Royaume-Uni se voit dans l'obligation, tout au contraire, d'en créer un presque de toutes pièces.

Jusqu'à présent, aucune évaluation acceptable n'a été mise en avant pour les frais de guerre en France, en Autriche ou en Russie. Toutefois il est possible, en procédant par comparaison, d'estimer que le chiffre de 30 millions par jour pour la France est défendable. Pour l'Autriche, qui doit avoir mis sur pied un nombre d'hommes approximativement égal nous serions tenté d'admettre un chiffre identique de le doubler pour la Russie, dont la formidable armée coûte relativement très cher d'entretien.

Le total de ces diverses évaluations s'élève, par jour de guerre, à une somme de 187 1/2 millions, que nous pouvons largement arrondir à 200 millions — pour ne pas dire porter bien au delà — si nous tenons compte des dépenses incombant à la Belgique, à la Serbie, à la Turquie, ainsi que des frais considérables occasionnés à toutes les nations neutres de l'Europe par l'état de paix armée que le conflit déchaîné leur impose.

Cet effroyable chiffre de 200 millions par jour n'a du reste, à la réflexion, rien d'invraisemblable. Les grandes puissances belligérantes ont en effet certainement mis en ligne de 20 à 22 millions d'hommes, dont l'entretien peut être en moyenne estimé à 6 francs par jour et par tête. Or, à ces frais d'entretien il faut ajouter les dépenses supplémentaires exigées par le ravitaillement en munitions de l'infanterie et de l'artillerie, la remonte de la cavalerie, le service des autos, celui des aéroplanes, etc., etc. Dans ces conditions, les 200 millions de dépenses quotidienne que nous venons de dire constituent un chiffre qu'il est raisonnable d'admettre, encore qu'il soit, répétons-le, des plus approximatif.

***

Supposons maintenant — hypothèse peu réjouissante, certes, mais malheureusement plutôt optimiste — que les hostilités dureront encore six mois, fixant ainsi la durée probable de la guerre européenne à 10 mois au total. En ce cas, le cataclysme pourra coûter finalement 60 milliards à l'Europe, 60 milliards à classer, hélas! parmi les fameuses « dépenses improductives » dont les nécessités d'amortissement alimentent si largement les discussions budgétaires.

Improductives, elles le sont totalement, ces dépenses de guerre qui ne visent qu'à un seul résultat, à la destruction des vies humaines et des propriétés, et à ce titre elles pèseront immanquablement d'un poids très lourd dans la balance économique des nations. Leur consolidation a déjà nécessité l'émission d'emprunts de guerre — l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre viennent d'y procéder et la France va suivre — qui ne constituent que le début modeste de la série de ceux dont les représentants autorisés des nations seront successivement appelés à reconnaître l'inéluctable nécessité. Ils l'ont déjà fait et persisteront à le faire avec une unanimité certaine, les dépenses qu'il s'agit de couvrir étant destinées à ce but suprême : la sauvegarde du droit à l'existence et des prérogatives d'avenir de leur pays. Pour cette sauvegarde il n'est pas de sacrifices qui ne soient acceptés d'avance. C'est pourquoi nous voyons les divers Parlements, alors qu'en temps normal les moindres questions d'argent y soulèvent les plus acerbes discussions, se contenter d'enregistrer presque automatiquement des emprunts formidables.

***

Ces emprunts — c'est inévitable — vont mettre à une rude épreuve l'esprit de sacrifice et d'abnégation, et forcément leur répercussion sur la situation économique des nations belligérantes sera longue, quelles que soient les méthodes choisies en vue d'en assurer la couverture et l'amortissement. Suivant que, dans cet ordre d'idées, l'impôt immédiat et direct interviendra plus ou moins largement, cette répercussion sera naturellement de plus ou moins longue durée. En effet, le système qui vise à amortir exclusivement les dépenses de guerre couvertes par l'emprunt au moyen de l'amortissement normal de celui-ci, doit avoir fatalement pour conséquence de répartir sur une période beaucoup plus longue les charges exceptionnellement assumées dans l'intérêt supérieur de la défense nationale.

Le chancelier du Trésor anglais, M. Lloyd George, a pris résolument le taureau par les cornes. En même temps qu'il demandait au Parlement l'autorisation d'émettre un emprunt de près de 9 milliards, il a proposé carrément, pour trouver les 2 milliards environ représentant le solde probable des frais de guerre pour une année, de doubler d'une façon générale l'income-tax, en frappant les gros revenus d'un impôt supplémentaire d'un shelling par livre sterling. Allant plus loin encore, et pour assurer la coopération des classes bourgeoises et populaires à l'œuvre de défense nationale, il n'a pas hésité à frapper d'une lourde taxe la bière et le thé, les boissons anglaises par excellence. Il a défendu son projet — et l'a d'ailleurs fait accepter sans trop de récriminations par l'opinion publique — en rappelant la façon dont ses prédécesseurs avaient fait face aux dépenses des guerres napoléoniennes et de la campagne de Crimée.

Disons en passant qu'à notre avis la valeur de cet argument comparatif est discutable, et fort loin en tout cas d'être convaincante : les circonstances ont tellement changé depuis l'épopée napoléonienne!

M. Lloyd Georges ne s'en est pas contenté d'ailleurs, puisqu'il a ajouté que si l'on s'arrêtait exclusivement à l'idée d'un emprunt de guerre sans décider une intervention simultanée de l'impôt, les charges d'intérêt et d'amortissement de cet emprunt pèseraient beaucoup trop longtemps sur la postérité. Or, de cette opinion aussi le bien-fondé est loin d'être incontestable, et pour notre part nous trouvons beaucoup plus équitable celle qu'a développée, dans le « Daily Chronicle », le député Moncy, qui préconise l'emprunt sans augmentation d'impôts. Ceux-ci, dit-il fort justement, qui ne sont susceptibles de procurer qu'une part de ressources trop faible pour diminuer dans des proportions réellement importantes les nécessités d'emprunt, pèsent par contre très lourdement et immédiatement sur la population déjà épuisée.

***

Cette dernière considération devrait, à notre avis, primer toutes les autres et faire rejeter le principe d'une notable intervention de l'impôt. Car, en même temps que s'amoncellent par milliards de francs les dépenses de guerre — dépenses non seulement improductives, mais encore constituant une perte sèche pour la nation prise dans son ensemble — les contribuables pris individuellement s'appauvrissent de jour en jour davantage. Si l'on excepte en effet ceux qui vivent des commerces d'alimentation et d'habillement, il n'est pas niable que la généralité des citoyens vit en ce moment soit sur son capital, soit sur ses économies : il n'est même pas excessif de prétendre qu'à part les grosses fortunes bien assises, tout le monde est actuellement hanté par le spectre de la ruine.

En tout cas, la majorité sortira de l'épreuve presque épuisée. Dans ces conditions, ne serait-il pas injuste — et très imprévoyant — de songer à l'accabler d'impôts, d'ailleurs difficiles à percevoir, alors que la méthode d'un amortissement de l'emprunt de guerre en 50 ou 60 ans fournit un sûr moyen de répartir équitablement, entre tous les citoyens, des charges imposées à la nation par une guerre que l'intérêt essentiel des générations futures a rendue inévitable?

***

Encore qu'elle soit intervenue à propos des projets financiers du gouvernement anglais et qu'on puisse la considérer comme un peu prématurée, la discussion à laquelle nous venons de nous livrer n'en est pas moins intéressante au plus haut point pour les contribuables belges. Quoi qu'il arrive, en effet, il est certain que la Belgique va se trouver dans une situation économique très critique après la fin des hostilités.

La guerre nous a précisément surpris au moment où la tension générale du crédit venait d'obliger le gouvernement à faire face, par de successives émissions de Bons du Trésor, à des dépenses improductives qui auraient plus justement dû être couvertes par l'impôt. De ce seul chef notre trésorerie finissait par se trouver en assez fâcheuse posture. Si l'on songe que par là-dessus sont venus se greffer les dépenses militaires consenties depuis le mois d'août dernier, l'arrêt de la plupart des grands services publics et la perception quasi-impossible des impôts, on se fait aisément une idée des difficultés financières que la Belgique aura à résoudre, et qu'il lui faudra résoudre à l'heure même où la fortune publique aura subi une atteinte mortelle.

***

Le seul moyen pratique qui s'offrira de consolider cette situation difficile, sera l'émission d'un emprunt amortissable à longue échéance qui n'imposera aux contribuables qu'une charge relativement acceptable. Songer un seul instant à accabler d'impôts nouveaux une population aussi éprouvée que la nôtre serait une pure utopie dont l'application n'aurait pour effet que de compromettre davantage les possibilités ultérieures de relèvement de l'industrie et du commerce.

D'ailleurs, si l'on songe à l'importance considérable des sommes nécessaires à la consolidation de la dette flottante et à l'apurement des centaines de millions de dépenses de guerre, comme aussi au gouffre que creuseront les formidables travaux de réparation des dégâts matériels accumulés au cours du conflit; si l'on tient compte en outre de la difficulté qu'il y aura à réunir ces sommes fantastiques à un moment dont la caractéristique sera un aussi universel que pressant besoin d'argent, on est amené à dire qu'il serait périlleux d'aller compliquer la situation en décrétant l'application de taxes ruineuses et décourageantes. Il faudra que le labeur belge se démontre, dès sa renaissance, extraordinairement productif, pour que le Trésor national y puise, jusqu'au rétablissement de la vie normale, le minimum de ressources strictement indispensable à l'approximatif équilibre du budget.

Faut-il donc désespérer? Certes, non! Si grand en effet est l'esprit d'entreprise dans notre pays, si vaillante notre main-d'œuvre et si abondantes nos ressources, qu'il serait puéril d'estimer insurmontables les difficultés financières que nous aurons à vaincre, de penser un seul instant que la Belgique puisse jamais être rangée parmi les Etats aux finances avariées.

Pour assurer l'avenir, n'avons-nous pas, outre nos exploitations agricoles, nos charbonnages et leur extraction régulière de 22 millions de tonnes, nos puissantes installations métallurgiques et leurs produits renommés, nos verreries et leur incomparable main-d'œuvre, nos tissages, nos filatures, nos cimenteries, nos glaceries? Faut-il d'autre part insister sur la valeur des installations commerciales de notre grand port d'Anvers, d'où convergent vers les cinq parties du monde les produits d'un labeur toujours fécond, et dont la paralysie actuelle ne sera jamais qu'essentiellement temporaire? Ce sont là des éléments qu'il est indispensable de rappeler à l'attention, en ces heures de désespérance où trop de nos compatriotes se laissent aller à croire à la fin de tout : ils proclament bien haut qu'en dépit de tous les malheurs immérités qui l'ont assaillie, notre belle et chère patrie finira quelque jour prochain par se reprendre et se ressaisir.

Prévoyons dès maintenant le jour béni où elle aura reconquis la situation économique prépondérante qu'elle a toujours réussi à s'assurer parmi les nations, malgré l'étroitesse de son territoire et la faiblesse relative de sa vaillante population.

COMMUNIQUES OFFICIELS

Communiqués des armées alliées

Nisch, 21 novembre (*Officiel*) :

D'après une dépêche de Kragoejewats datée d'hier, les Autrichiens ont fait le 19 une tentative énergique pour rompre les lignes serbes à Lazarewats, mais ils ont été refoulés après une lutte sanglante à laquelle ont pris part l'artillerie et l'infanterie.

Le même jour, les troupes autrichiennes ont tenté de tourner par Waljevo et Kosjerits l'aile gauche serbe. Cette tentative a échoué également, grâce à l'intervention opportune d'une colonne serbe pendant l'exécution du mouvement.

La neige, qui ne cesse de tomber, réduit au minimum les opérations militaires.

Communiqués allemands

Berlin, 25 novembre (*Officiel de ce midi*) :

Les navires anglais n'ont pas renouvelé hier leurs attaques contre la côte belge.

La situation sur le théâtre de la guerre à l'Ouest est inchangée. Près d'Arras nous avons fait de légers progrès.

Dans la Prusse Orientale, nos troupes ont repoussé toutes les attaques russes. La contre-offensive des Russes sur la ligne Lowicz- Strykow-Brzesiny, au nord-est de Lodz, a échoué. De même dans la région à l'est de Czenstochau, toutes les attaques russes contre notre front ont été vaines.

***

Berlin, 25 novembre (*Officiel*) :

D'après une information officielle de l'Amirauté anglaise du 23 novembre, le torpilleur allemand U. 18 a été coulé par une embarcation de patrouille anglaise sur la côte de l'Ecosse : 3 officiers et 23 hommes de l'équipage ont été sauvés par le destroyer anglais Gary; un seul s'est noyé.

***

Vienne, 25 novembre (*Officiel*) :

Les combats en Pologne russe continuent énergiquement des deux côtés par un froid rigoureux. Nos troupes ont conquis plusieurs points d'appui et ont gagné du terrain vers Wolbrom et des deux côtés de la localité de Pilica. Elles ont de nouveau fait de nombreux prisonniers.

Pour le reste la situation est inchangée.

En Autriche, se trouvent actuellement 110,000 prisonniers de guerre, dont environ 1,000 officiers.

Dépêches diverses

New-York. 23 novembre :

Les troupes américaines qui occupaient Vera-Cruz, au Mexique, commencent à s'embarquer pour retourner aux Etats-Unis.

***

Londres, 22 novembre :

Le « Daily Mail » annonce que le War-Office a l'intention d'adopter un nouveau type de flèches pour aéroplanes. Le nouvel engin serait plus meurtrier que l'ancien et capable de traverser les abris des tranchées.

***

Vienne, 20 novembre :

La « Correspondance Rundschau » écrit que dans le territoire du Caucase les tribus persanes effectuent de continuelles attaques contre les Russes. La situation y serait très sérieuse. On annonce qu'à l'administration civile sera substitué à bref délai un gouvernement militaire.

***

Stockholm, 21 novembre :

Le major suédois Skveldebrand, commandant de la gendarmerie en Perse, est revenu en congé à Stockholm. Il déclare que quand il a quitté Téhéran, la nouvelle y arrivait que la Turquie prenait part à la guerre et que les tribus guerrières de la frontière persane se rangeaient du côté des Turcs.

***

Saint-Pétersbourg, 21 novembre :

Un aéroplane turc a survolé la ville de Tiflis.

***

Rome, 21 novembre :

Une somme de 46 millions a été votée par le Parlement pour être appliquée d'urgence à des besoins militaires extraordinaires en Lybie.

***

Londres, 21 novembre :

On mande de Lisbonne au « Daily Telegraf » que le 17 octobre a eu lieu, à la frontière de l'Angola, près de Cuamato, un combat entre les troupes allemandes et portugaises, et un autre le 31 octobre près de Cuangar. Des renforts ont été envoyés de Lisbonne.

***

Constantinople, 21 novembre :

L' « Ikdam » fait ressortir que la proclamation de la guerre sainte est dirigée exclusivement contre la Russie, l'Angleterre et la France et leurs alliés, et non pas contre les Italiens ni contre les pays neutres comme la Bulgarie ou la Roumanie.

***

Londres, 20 novembre :

Un journal italien qui se publie à Buenos-Ayres rend compte d'un entretien que le député socialiste Labriola a eu, concernant la durée de la guerre, avec feu M. Giuliano, l'ancien ministre des affaires étrangères italien. Celui-ci prévoyait pour la guerre une durée de 15 mois.

***

Vienne, 20 novembre :

On annonce que des mesures sévères ont été prises en Finlande depuis qu'en Russie prévaut l'opinion que les Etats scandinaves sont peu favorables à la Russie. Plusieurs fonctionnaires finlandais ont été révoqués.

***

Copenhague, 20 novembre :

Les capitaines de navires dans les ports de Goteborg, Stockholm et Malmoë ont cessé le travail, les armateurs ayant opposé un refus à leur prétention de voir élever le montant de leur assurance sur la vie jusqu'à 5,000 couronnes. Un certain nombre de navires n'ont pu partir. Le ministre de l'intérieur négocie avec les délégués des deux parties, mais jusqu'à présent aucun accord n'est encore intervenu.

***

Rotterdam, 19 novembre :

Les difficultés graves auxquelles se heurte l'expédition des marchandises du continent vers l'Amérique, ont incité les Etats-Unis à prendre en mains eux-mêmes l'organisation du transport de ces marchandises. Les vapeurs américains Matanzas et Sun, chargés de produits chimiques, viennent de quitter Rotterdam pour l'Amérique. D'autres vapeurs sont en chargement pour la même destination.

Francfort, 20 novembre :

La nouvelle que la ligne hollando-américaine aurait abandonné Rotterdam comme port d'attache est controuvée. Ce n'est qu'exceptionnellement que le vapeur Rotterdam, lors de son prochain voyage, partira de Gênes.

***

Londres, 23 novembre :

A Manchester, l'enrôlement des volontaires obtient un tel succès que le ministre de la guerre a autorisé la ville à créer un septième bataillon de volontaires.

***

Londres, 22 novembre :

Le « Morning Post » annonce de Liverpool que tout le matériel d'exploitation pour la navigation sur les côtes de la ligne de l'Est-Africain allemand a été saisi à Beira.

***

Londres, 22 novembre :

Le rédacteur parlementaire du « Times » annonce que les Chambres se sépareront vraisemblablement le 26 courant et s'ajourneront jusqu'à fin janvier.

***

Londres, 22 novembre :

M. Chamberlain, le fils de l'ancien ministre des colonies, a été sollicité par le chancelier de la Trésorerie de l'aider dans l'élaboration du budget de la guerre et l'a assuré de tout son concours.

***

Sofia, 22 novembre :

On mande de Nisch que la ville a été envahie par une légion de fuyards qu'on a toutes les peines du monde à loger.

***

Berlin, 23 novembre :

Les avantages obtenus la semaine dernière près d'Ypres et d'Arras, dit le « Lokal Anzeiger », ont permis aux gros canons allemands en position devant Ypres d'exposer cette ville et ses environs à un bombardement. De même des dommages sensibles ont été causés à l'artillerie ennemie à Arras.

Le communiqué français n'avoue qu'en partie la réalité en annonçant la destruction de l'hôtel de ville et des halles d'Ypres, et il ne dit pas combien les positions anglaises ont souffert de la précision du tir allemand.

Les localités de Bousinghe et d'Elverdinghe ont également été bombardées avec succès. Les troupes allemandes ont montré une très grande activité près de Soissons et de Vailly.

***

Berlin, 25 novembre :

D'après des informations de journaux anglais, on serait entré en Amérique de ce que les Allemands aient affamé la Belgique et refusé l'offre américaine de lui fournir des aliments. A l'encontre de ces informations, il y a lieu de déclarer ce qui suit :

— La Belgique est obligée, même en temps de paix, d'importer des produits alimentaires et surtout des farines, étant donné la production réduite du pays et les besoins de sa population, qui compte environ 7 1/2 millions d'habitants. Ses importations atteignent les trois quarts de sa consommation et viennent en grande partie de l'Amérique.

Les événements ont eu pour conséquence de faire baisser encore la production du pays au-dessous des quantités normales. L'approvisionnement de la population civile a été par suite, à un moment donné, sérieusement mis en question, mais la situation ne s'est empirée que parce que l'Angleterre, dans le but d'affamer l'Allemagne, n'a pas laissé entrer de céréales en Belgique contrairement au droit des gens. D'après la Convention de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre, l'armée occupante a le droit de saisir les approvisionnements, mais n'est nullement obligée d'entretenir la population civile. C'est pourquoi les représentants de l'Amérique et de l'Espagne ont formé tout d'abord pour la ville de Bruxelles un Comité de secours et d'alimentation, qui a étendu bientôt son activité sur tout le pays. Ce Comité a envoyé des représentants en Angleterre pour obtenir l'autorisation du gouvernement anglais de pouvoir approvisionner la Belgique en blé américain. Le gouverneur général en Belgique a fait au Comité la déclaration écrite et formelle que les aliments étrangers destinés à la population civile de la Belgique ne seraient en aucun cas réquisitionnés pour les troupes allemandes, mais serviraient exclusivement à nourrir cette population.

Forts de cette déclaration, les ambassadeurs espagnol et américain à Bruxelles ont pu faire savoir, par une note du 10 novembre, que la commission envoyée par eux en Angleterre avait obtenu du gouvernement anglais la promesse que les approvisionnements chargés dans des ports neutres sur navires neutres pour Amsterdam pourraient entrer librement en Belgique. Actuellement, l'organisation de l'achat et de la répartition du froment étranger dans toutes les parties du pays continue, et elle continuera jusqu'à ce que des quantités suffisantes de céréales étrangères soient arrivées. Dans certaines communes, l'intendance de l'armée auprès du gouvernement général fera l'avance de petites quantités de farine, en cas de besoin urgent, à condition que cette farine lui soit le plus tôt possible restituée.

La question de l'approvisionnement de la Belgique en produits alimentaires ne peut donc plus être considérée comme menaçante, car le gouvernement impérial, malgré les efforts faits par les ennemis pour empêcher dans la mesure du possible tous envois en Allemagne, se refuse à diminuer d'une manière sensible les approvisionnements destinés à la population belge. Il résulte de ces données que les attaques de certains organes de la presse étrangère sont dénuées de fondement.

***

Copenhague, 24 novembre :

D'après des informations des journaux de San Francisco, le Comité indien révolutionnaire de cette ville travaillerait à fomenter une révolte dans les Indes.

***

Copenhague, 23 novembre :

Le vapeur danois Anglo-Dane a eu la nuit dernière une collision avec un torpilleur allemand en dehors de Falsterbo. Le torpilleur a été gravement endommagé. Deux matelots du torpilleur, grièvement blessés, ont été pris à bord du vapeur : l'un d'eux est mort pendant le voyage vers Copenhague, l'autre peu après.

***

Sofia, 21 novembre :

A la séance d'avant-hier de la Sobranié, le vice-président, M. Momtchilow a critiqué le programme de l'opposition et insisté sur la confiance inébranlable de la majorité dans la politique du gouvernement. Il a déclaré que la neutralité devait être maintenue, mais qu'on devait être armé en vue de toutes les possibilités. Sur sa proposition le débat a été clôturé.

A la séance d'hier, le président du Conseil M. Radosslawow, a déclaré que le gouvernement maintiendrait la neutralité et l'exercerait loyalement. Toutes les grandes puissances ont approuvé l'attitude de la Bulgarie. Les relations avec la Roumanie, la Grèce et la Serbie sont amicales. L'intégrité du territoire bulgare est assurée, mais si des négociations concernant l'agrandissement du territoire devenaient nécessaires, elles rencontreraient la bienveillance du concert européen.

***

Bâle, 25 novembre :

Les « Basler Nachrichten » annoncent que six Suisses français ont visité l'ambulance de garnison à Constance. Ils ont constaté que les Français qui s'y trouvent sont couchés dans une grande salle, éclairée, chauffée et pourvue de toutes les installations hygiéniques. Les Français sont bien habillés. Ils ont des lits blancs et ne font nullement l'impression de prisonniers malheureux. Ils se disent satisfaits eu égard aux circonstances.

LES FAITS DU JOUR

Le ministre américain de la marine a télégraphié aux commandants des navires de guerre Tennessee et Caroline du Nord qu'il les autorisait, en cas de besoin, à défendre les intérêts américains en Turquie. Toutefois, ces officiers supérieurs devront tenir compte, dans leurs négociations éventuelles, des circonstances difficiles créées par la guerre, et ne pas oublier que les Etats-Unis désirent conserver une stricte neutralité.

Une dépêche d'Odessa assure que la Russie était préparée, dès le début des hostilités en Europe, à une guerre avec la Turquie. Dans le Caucase ont été concentrées beaucoup plus de troupes que les Turcs ne pouvaient le supposer, et de nouvelles lignes de chemins de fer qui ne se trouvent pas encore sur les cartes de l'état-major vont être d'une grande utilité pour les Russes.

Des journaux italiens rapportent qu'une émeute a éclaté à Rio de Janeiro, le 14 novembre, dans le centre de la ville. Les troupes ont dû intervenir. Il y a eu des morts et des blessés.

L'exploitation des mines de fer dans le bassin de Longwy a recommencé sous la surveillance des soldats allemands.

Un délégué du lord-maire de Londres serait, dit-on, venu faire récemment visite aux bourgmestres de Sluis, Oostburg et Breskens, à la frontière belge, pour savoir s'il ne serait pas possible de conduire les réfugiés belges en Angleterre, où ils pourraient trouver un travail rémunéré. Il aurait été décidé qu'une liste des différentes industries susceptibles de leur procurer du travail serait dressée sans retard.

Lundi matin, les habitants de la Zélande ont entendu de nouveau une formidable canonnade. De Cadzand, sur la côte, on pouvait malgré le brouillard distinguer nettement le feu sortant de la gueule des canons en mer. De la côte également l'on apercevait un grand navire complètement en feu au sud de Zeebrugge.

Il s'agit là vraisemblablement du bombardement de Zeebrugge et de Lombartzyde par la flotte anglaise, dont parlait le communiqué officiel allemand de mardi.

Un navire anglais a arrêté, à hauteur de New-York, le vapeur Brindilla, de la Standard Oil Company, et l'a conduit à Halifax. Le vapeur était enregistré pour Alexandrie, mais on le soupçonnait de vouloir se rendre en Autriche. Le tribunal anglais des prises statuera sur son sort.

Trois aviateurs allemands ont lancé des bombes sur Amiens. L'un de ces engins a mis le feu à l'usine à gaz, mais l'incendie a été éteint par les soldats du génie. La gare a également été atteinte : quelques employés du chemin de fer ont été tués ou blessés.

Les soldats anglais qui tiennent la campagne ne peuvent correspondre avec leurs familles qu'au moyen des cartes qui leur sont délivrées par l'autorité militaire. Ces cartes portent au verso une série de phrases exprimées : « Tout va bien. Je suis blessé. Je suis envoyé au front, etc. » Les soldats biffent simplement les mots qui ne se rapportent pas à leur cas et signent.

Il leur est rigoureusement interdit de noter l'endroit où ils se trouvent, de manière que leur correspondance ne puisse fournir aucun renseignement sur les positions de l'armée anglaise.

Le 1er décembre prochain, les agriculteurs et les marchands exerçant sur le territoire de l'Empire d'Allemagne devront, tous sans exception, fournir un état des quantités de grains et de farines restant en leur possession. Ce recensement général a pour but de déterminer exactement pour combien de temps il reste d'approvisionnement de grains et de farines pour l'armée et la population allemandes.

Le Tsar Nicolas II vient de signer un ukase dans lequel est exposé le programme politique tout nouveau qui sera incessamment appliqué à la Finlande. Il espère arriver, grâce à ce programme, à pacifier complètement le pays et à rendre plus étroite son union avec la Russie.

Parmi les nouvelles mesures édictées, il en est une qui limite l'inamovibilité des fonctionnaires, ainsi que leur droit d'appartenir à un parti politique. Des fonctionnaires russes occuperont certaines situations en Finlande. Les lois russes régissant la liberté de la presse et le droit d'association y seront mises en vigueur. L'instruction publique y sera dirigée par le ministre de l'Instruction en Russie. Les droits de douane en Russie et en Finlande seront identiques. Les produits russes seront avantagés en Finlande, les banquiers et les marchands pourront y exercer leurs professions librement. La monnaie finlandaise aura la même valeur que la monnaie russe.

Une seule loi réglera l'obtention et la perte des droits civiques dans les deux pays.

Le « Corriere d'Italia » annonce que le cardinal Gaspari, secrétaire d'Etat, a envoyé au cardinal Mercier, archevêque de Malines, une lettre répondant à celle que celui-ci lui avait adressée le 23 octobre. Après avoir exprimé ses remerciements au cardinal Mercier, Mgr Gaspari dit :

— Permettez-moi de m'associer intimement à la peine et aux regrets que le spectacle de tant de douleurs et tant de maux dont souffre votre noble et chère patrie cause à votre cœur de pasteur et de père. Je n'ai pas manqué de porter votre lettre à la connaissance du Saint-Père qui prend une part très vive à vos angoisses et à celles de vos populations si cruellement éprouvées, en demandant à Dieu de venir à votre secours pour vous soutenir et vous réconforter au milieu de votre tristesse et de votre deuil. Le pape, comme gage de ses faveurs et comme témoignage de sa bienveillance paternelle, envoie de tout cœur pour vous, pour votre clergé et pour le peuple belge son affectueuse bénédiction apostolique.

Paris consomme pour ses besoins domestiques — car il est bien entendu que des stocks suffisants ont été réquisitionnés et constitués pour les services publics — 20,000 tonnes de charbon par jour. Par la Seine, 10,000 tonnes seulement peuvent venir. M. Sembat, ministre des travaux publics, a pris des mesures pour que les chemins de fer de l'Etat puissent transporter les autres 10,000 tonnes.

Le bruit court que le superdreadnought anglais Audacious a touché, le 28 ou le 29 octobre, une mine sur la côte nord et a coulé. L'Amirauté garderait le silence sur cet événement. L'Audacious déplaçait 27,000 tonnes ; il avait été lancé en 1912, et sa vitesse atteignait 22 miles. Il était armé de 10 canons de 34.3 et de 16 canons de 10.2. Son équipage comptait environ 1,100 hommes.

Le Directeur de la Caisse d'Epargne en Hollande a autorisé ses agents à remettre, aux Belges qui leur en font la demande, une somme de 50 francs tous les 14 jours, à titre de remboursement sur ce qu'ils possèdent à leur actif sur leurs livrets de la Caisse d'épargne belge. Cette somme est un maximum qui ne pourra être dépassé en aucun cas, de telle sorte que si, par exemple, divers membres d'une même famille — père, mère ou enfants mineurs — ont des livrets individuels de Caisse d'épargne, ils ne pourront toutefois toucher ensemble plus de 50 francs tous les 14 jours.

D'après une statistique officielle qui vient d'être publiée, les variations suivantes sont intervenues depuis le début de la guerre dans les prix des aliments à Copenhague. Les pommes de terre et le poisson sont devenus moins chers. Les prix de la viande, du lait, du café, du cacao et de la bière sont à peu près inchangés, mais ceux du beurre, de la margarine, de la farine, du froment, du pain blanc, du sucre, du pétrole et du coke ont augmenté de 10 à 20 pour cent. La farine de seigle, le pain de seigle, le gruau d'avoine et le riz se paient 25 à 50 p. c. plus cher qu'à fin juillet.

Les réfugiés belges qui se trouvent en Hollande sont encore en ce moment autorisés à rentrer en Belgique, à condition qu'ils puissent prouver de manière indubitable leur qualité de réfugiés.

On croit qu'avant peu leur retour en Belgique sera subordonné à de plus sévères formalités.

Pour pouvoir naviguer sur la partie belge du canal de Gand à Terneuzen, les bateaux doivent être couverts par un passeport qui ne sert que pour un seul voyage.

Les droits de navigation sont à nouveau perçus comme avant la guerre.

Le gouvernement brésilien a autorisé le croiseur anglais « Glasgow » à entrer en cale sèche dans le port de Rio de Janeiro pour réparations urgentes. Le « Glasgow » a la coque perforée en cinq endroits différents. Le gouvernement brésilien a accordé un délai de cinq jours pour effectuer les réparations ; à l'expiration de ce délai, le navire devra quitter le port.

Le territoire des forteresses de Maubeuge a été placé sous l'autorité d'un gouvernement civil qui dépend lui-même du Gouvernement-général de la Belgique. Ce territoire occupe 100,000 habitants, dont 15,000 sont des ouvriers industriels.

PETITE GAZETTE

La police bourgeoise à Etterbeek.

Un groupe de lecteurs etterbeekois nous écrit :

— Nous avons suivi, avec l'intérêt le plus vif, les articles que vous avez consacrés à l'organisation de la police bourgeoise dans l'agglomération bruxelloise, et, comme vous, nous avons applaudi aux efforts de Bruxelles-Ville, de St-Gilles, de St-Josse-ten-Noode et d'Ixelles.

Mais pourquoi donc les bourgmestres — chefs de la police — ne se sont-ils pas concertés, en leurs conférences périodiques, en vue d'arrêter un ensemble de mesures identiques pour toutes les unités administratives de la capitale ?

Comme à St-Gilles, nous avions constitué, ici, un groupe de dévoués — de naïfs pandores — qui avaient assumé la tâche flatteuse, mais délicate, de veiller à la sécurité de leurs concitoyens. Au cours d'une séance inaugurale solennelle, on nous avait fait espérer les plus fermes appuis. Trois divisions s'étaient formées, sous la direction de chefs volontairement choisis et librement acceptés, et après avoir surmonté les difficultés inhérentes à toute période de début, nous avions réussi à créer un service donnant satisfaction relative à tous, gardiens et gardés...

Hélas ! après trois mois de tournées assidues, il nous a fallu déchanter. La population, insuffisamment instruite de nos droits et de nos devoirs, nous manifesta bientôt de l'indifférence, sinon de l'hostilité ; nos administrateurs, une fois éteint le feu de paille du premier enthousiasme, nous abandonnèrent à nous-mêmes, sans contrôle officiel, sans inspection, sans sanction aucune à nos absences, souvent même sans l'aide efficace d'un point d'appui policier effectif et armé.

Nous aussi, comme à St-Gilles, nous avons fini par en avoir assez. Nous avons revendiqué l'obligation, pour chacun, de veiller à la sécurité de tous et même temps qu'à la sienne propre, et — mitigeant les solutions St-Gilloises et ixelloises — nous avons demandé en outre la constitution d'un service de nuit salarié.

Malheureusement, on n'a voulu voir dans notre civique initiative qu'un empiètement grave sur les prérogatives de nos mandataires échevinaux. Ceux-ci s'estimant seuls à même de se rendre compte des mesures à prendre pour la sauvegarde de la vie et des intérêts de leurs concitoyens, chargèrent les chefs de groupes d'en faire part, avec des remercîments p. p. c., aux « hommes » qui composaient leur garde, licenciant les volontaires, sauf engagement à prendre par eux de se soumettre entièrement aux nouvelles décisions du Collège échevinal.

Nonante-cinq pour cent ont imité ceux de leurs voisins qui avaient, dès le début, résolu de songer, au coin du feu, à leurs devoirs patriotiques en temps de guerre, et ont laissé les soins de police au corps régulier, réduit au minimum par les circonstances, ainsi qu'à une garde de nuit salariée dans les cadres de laquelle n'ont malheureusement pas été compris certains chômeurs forcés, qui avaient déjà prêté, trois mois durant, leur concours gratuit à la garde volontaire...

Vérité en deçà, erreur au delà ! Ce qui s'est fait ailleurs n'aurait-il pu se faire chez nous, et est-ce à tort que nous nous plaignons du manque d'ensemble de vues existant entre les bourgmestres de notre agglomération ?.. »

Il est de fait que si les bourgmestres s'étaient concertés et entendus, nous n'aurions pas eu à enregistrer tant d'observations et de plaintes.

Double bière de Diest (Vieux syst.), fr. 0.20 la gr. bout. F. Moeremans, 145, rue Delaunoy, Bruxelles-Ouest (94)

Les employés.

Combien de gens dont la carte de visite porte toujours cette mention : « Employé » sont à la recherche d'un emploi qui les fasse à peu près vivre ? Les « employés » sans emploi sont légion et plus malheureux, sans aucun doute, que beaucoup d'autres, parce qu'ils ont davantage connu la douceur de vivre et qu'il est des démarches auxquelles certains n'ont pu se décider encore...

N'insistons pas, mais accueillons chaleureusement l'idée qui nous est suggérée par des employés qui ont eu la chance de pouvoir continuer à travailler. Pour préciser, disons qu'ils appartiennent à l'administration communale de la Ville de Bruxelles.

— Il nous a été demandé, nous exposent-ils, d'abandonner un tantième de nos traitements, variant de 2 à 4 p. c. suivant les positions que nous occupons dans l'administration, au profit des cantines communales. Vous savez ce qu'en pareille occurrence signifie un désir exprimé par les chefs : il équivaut à une manière d'ordre que l'on ne peut pas discuter. Cependant beaucoup d'entre nous savent que des abus se produisent, et qu'il y a — au figuré plus encore peut-être qu'au propre — du coulage dans la distribution des soupes. Nul ne peut contester l'utilité, ni même l'absolue nécessité de l'œuvre des cantines, mais nous estimons que l'argent que l'on nous demande de donner pourrait être sans doute plus judicieusement employé. Nous voyons, par exemple, le bon effet qu'il pourrait faire dans le sombre paysage où vivent des gens qui nous apparaissent comme nos prochains immédiats, dans les ménages des « employés sans emploi » qui sont mieux que nos cousins germains, qui sont nos frères.

Quel dommage qu'il n'existe point un organisme s'occupant spécialement et exclusivement de leur venir en aide ! Avec quelle joie nous verserions dans sa caisse les 2 ou les 4 p. c. que l'on nous demande d'abandonner aux soupes communales !

Peut-être, ajoutent nos correspondants, ces réflexions amèneront-elles la création de cet organisme... »

Nous le souhaitons vivement.

Contre l'oisiveté.

Il y a quelque temps déjà M. Jacqmain, échevin de l'instruction publique de la ville de Bruxelles a, sur l'initiative de son collègue, M. Morichar, échevin de Saint-Gilles, réuni tous les échevins de l'instruction publique de l'agglomération dans son cabinet. La réunion ou plutôt ces réunions — car il y en eut plusieurs — avaient pour but de discuter une proposition de l'échevin de Saint-Gilles tendant à procurer aux milliers de désœuvrés qui battent le pavé de Bruxelles une occupation, soit dans l'ordre intellectuel, soit dans l'ordre manuel.

Nous croyons savoir que les échevins sont tombés d'accord pour ouvrir chaque jour certains cours qui d'habitude ne se donnent que le dimanche, pour intensifier le service des bibliothèques et des salles de lecture ainsi que des universités populaires.

Mais en ce qui concerne l'occupation manuelle, la solution du problème est plus malaisée, à raison de la difficulté de se procurer des matières premières et aussi au point de vue des voies et moyens. Mais ces messieurs ne désespèrent pas d'aboutir. Ils ont décidé de consulter à ce sujet la Chambre de Commerce, les syndicats, les organisations ouvrières de toute nature et surtout les industriels.

Espérons que de tous ces efforts et de toutes ces bonnes volontés sortira une organisation qui, à l'heure présente et sous la menace d'un hiver rigoureux, constituera une véritable mesure de salut public !

ANGLAIS Tout travail de traduction. — R. V. 60. Bureau du journal. 364

Les pensions de vieillesse.

Nos malheureux « 18 centimes par jour » — style électoral — sont dans une situation particulièrement pénible. La pension à laquelle ils ont droit n'est pas bien élevée, sans doute, mais quel bien ne ferait-elle pas, venant à tomber dans certaines escarcelles vides !

Y a-t-il de l'argent pour les payer ?

Nous l'ignorons. Mais à en croire plusieurs d'entre eux qui « ont formé un groupe pour nous écrire », il semblerait que c'est parce que les « administratifs », chargés en temps normal du paiement des pensions, ont autre chose à faire que de s'occuper des vieux 18 centimes. Et alors ils nous demandent si M. Qui de Droit ne pourrait, par exemple, remettre les fonds, à charge de distribution, aux présidents des sociétés de retraite reconnues par l'Etat, lesquels auraient à rendre leurs comptes après coup au ministre de l'Industrie et du Travail.

Nous ignorons où loge pour l'instant le M. Qui de Droit en question, mais nous faisons des vœux pour que ces lignes le touchent — au propre et au figuré.

Les artistes.

— Bien que vous déclariez close, nous écrivent des artistes, la discussion au sujet du Salon belge de Londres, nous sera-t-il permis d'apporter à la mise au point de M. Wauwermans quelques éclaircissements nouveaux qui expliquent et légitiment nos protestations ? Il n'est pas question d'un salon belge, soit ! Il est question d'une tombola-exposition à organiser à Londres au profit des artistes belges, et avec les œuvres que M. Lambotte a recueillies en Belgique à titre de lots.

Qui ne voit que notre protestation reste entière ? Quelles sont ces œuvres ? Pourquoi tous les artistes n'ont-ils pas été prévenus, invités à participer à cette tombola ? Nous en connaissons beaucoup, et nous en sommes, qui eussent été heureux d'offrir une de leurs plus belles œuvres à la tombola-exposition organisée par la Direction des Beaux-Arts. La Direction ne l'a pas voulu. « Il y aura, dit la Bible, beaucoup d'appelés et peu d'élus. » Pour la Direction des Beaux-Arts, non seulement il y a peu d'élus, mais il y a même peu d'appelés. C'est contre quoi nous protestons. Et nous estimons que la Direction ou bien a exagéré son initiative ou a mal exécuté son mandat. »

Les bonnes intentions.

Parmi les offres de concours généreux qui nous parviennent, épinglons ces deux-ci :

M. René Protin-De Heuvel, 2, rue Van den Corput à Bruxelles (Forest), nous écrit : « Je me tiens à l'entière disposition d'un quelconque Comité qui s'occuperait de la Saint-Nicolas des enfants pauvres. Je remplirais volontiers les fonctions de secrétaire ou j'accepterais, à titre gracieux naturellement, tout autre emploi qui me serait confié par un comité de l'espèce. Je pourrais même mettre à la disposition de ce comité des locaux comprenant un bureau et deux places assez grandes garnies de rayons. Ces locaux se trouvent en ville, à proximité de la place du Grand-Sablon. »

M. Alfred Parfoury, 9, rue Dautzenberg, à Bruxelles, fait la proposition suivante :

« Ayant appris qu'il existe des instituts cliniques et autres établissements privés où des soldats belges sont soignés, je me ferais un véritable plaisir d'y assurer un service gratuit d'eaux minérales et boissons rafraîchissantes sans alcool, telles que : eau minérale de Kokelbronnen, eau minérale de Chevron, sources belges, Perle d'Orange, boisson sans alcool, cidre français.

» Je ferais ce service dans la mesure de mes moyens, désirant coopérer à une œuvre humanitaire et bien que je sois déjà pas mal mis à contribution par les tristes événements actuels. Mais c'est une raison de plus pour ne pas oublier son devoir à l'heure où notre pays est si éprouvé et où chacun doit se rendre utile. »

Très bien ! Bravo !

Fromage Hollande de toute 1re qualité, boulets 3 kilos env., fr. 3.20 le kilo, 269, av. Rogier, de 10 à 12 h. (374)

Les „ Petites Abeilles ".

Elles sont restées vigilantes. Elles se sont souvenues, alors que tant d'autres œuvres créées au début de la guerre se dissolvaient et tombaient dans l'oubli, que la Reine leur avait fait l'honneur de les prendre sous son patronage et qu'elles avaient le devoir de s'en rendre dignes. Plus les temps sont devenus durs et plus elles ont redoublé d'énergie et d'activité.

Ce n'est point par elles que nous le savons : ces petites travailleuses ont bien d'autres soucis que d'attirer sur elles l'attention des journalistes. Mais voici la lettre qui nous a édifié sur le caractère de leur action :

— Vos articles sur la St-Nicolas, nous écrit « un jeune homme souvent secouru par les Petites Abeilles, ont remué dans les cœurs d'excellents sentiments. Mais depuis longtemps les Petites Abeilles avaient pensé que la grande fête des enfants devait avoir lieu en dépit des circonstances pénibles que nous traversons. On a pu les voir allant sonner aux portes des maisons les plus lointaines de l'agglomération et tendre la main pour leurs petits protégés. Leur dévoûment est admirable : il me semble que si vous le disiez et que si vous vouliez recommander l'Œuvre à vos lecteurs, j'aurais payé une partie de la dette que j'ai contractée vis-à-vis d'elle... »

Oui ! ces Petites Abeilles sont vraiment gentilles.

Vieux vêtements.

Nous avons dit le bien qu'avait pu faire jusqu'ici l'Œuvre des Vieux Vêtements. L'Association des Marçunvins, qui s'occupe tout spécialement de pourvoir aux besoins des enfants fréquentant les écoles officielles, a pu faire de son côté une ample distribution de vêtements. La valeur de ceux qu'elle a fait remettre jusqu'ici aux enfants des écoles de Bruxelles, de Molenbeek, de Koekelberg, de Cureghem et d'Uccle se chiffre par au delà de 7.000 francs.

FAITS DIVERS

Chronique du vol. — Une bande d'individus ont mis au pillage une charrette chargée de beurre qui remontait le boulevard de la Porte de Hal. Poursuivis par la domicile. Procès-verbal a été dressé.

— La même bande probablement a opéré sur le camion de Mme B..., de Haine-Saint-Pierre. Ce camion, également chargé de beurre, stationnait sans surveillance rue de Prusse, à Saint-Gilles. Un panier plein en a été enlevé.

— Au marché de Cureghem, des « roulottiers » ont enlevé une charrette attelée d'un poney appartenant à M. V. F..., demeurant rue Wiertz, à Ixelles.

— Plusieurs particuliers ont été surpris par la garde bourgeoise et remis par elle entre les mains de la police d'Etterbeek, au moment où ils volaient des billes de chemin de fer à la gare du Cinquantenaire

— Mme D..., habitant rue Maes, qui rentrait chez elle après une absence de deux mois, a constaté la disparition de nombreux objets. Elle a porté plainte contre inconnu.

— Une gamine de 11 ans a été arrêtée au moment où elle dérobait des produits alimentaires dans un magasin de la rue de Turquie.

Bagarre. — Une bagarre a éclaté hier rue de Savoie. Au cours de la lutte, l'un des batailleurs a eu le pouce enlevé. Il est en traitement à l'hôpital Saint-Pierre. La police a dressé de nombreux procès-verbaux.

Une agression. — Le nommé F..., domicilié place du Jeu de Balle, s'est introduit dans la demeure de Mme Ph..., rue Gray. Armé d'un couteau, il la menaça de mort, mais elle put heureusement être secourue à temps par un agent du quartier, accouru à ses cris. Le malandrin a été conduit au commissariat.

Mauvais exemple. — Trois gardes bourgeois et un soldat allemand, qui se trouvaient dans un café après l'heure de fermeture, ont été surpris par une patrouille militaire et conduits à la Kommandantur.

Disparition. — Une servante, nommée Bertha A..., a disparu depuis quelques jours de la maison où elle servait, rue Otlet, à Cureghem. La police a envoyé son signalement dans toutes les directions.

Collision. — Rue de la Vierge-Noire, une charrette est entrée en collision avec une voiture des Tramways Bruxellois. Les frères F..., de Koekelberg, qui conduisaient l'attelage, ont été projetés sur le sol et se plaignent de douleurs internes. Ils ont été reconduits à leur police, un seul d'entre eux a pu être arrêté.

NÉCROLOGIE

On nous prie d'annoncer la mort de M. Pierre Janssens, ancien négociant en fers. L'enterrement aura lieu jeudi 26 courant, à 9 h. 3/4 (heure belge), avenue de Jette, 24, Koekelberg. (440)

LA VIE DANS NOS PROVINCES

A GAND

La ville de Gand, où comme ailleurs le peuple souffre de grande misère, ne se contente pas de nourrir tous les jours 20,000 indigents, elle cherche à occuper le plus possible les sans-travail. Elle en a embauché un grand nombre pour travailler à l'agrandissement du port et à l'amélioration des routes, et leur paie un salaire de fr. 2.40 par jour.

Un comité de dames s'est formé en vue de la création d'une cantine populaire où la petite bourgeoisie pourra se ravitailler à bon compte, et se procurer notamment, à raison de 30 centimes, un repas substantiel, composé d'une bonne soupe et d'un plat de viande garni de légumes et de pommes de terre.

Les Gantois qui ont quitté la ville par peur de la famine peuvent rentrer chez eux sans crainte. Le Comité national de l'alimentation, qui fonctionne sous la haute protection des consuls d'Espagne et des Etats-Unis, garantit que le ravitaillement de la population, sauf circonstances tout à fait imprévues, sera assuré.

Il est toujours très difficile d'aller de Gand à Bruges ou à Ostende. Ce n'est que dans des cas spéciaux que la Kommandantur de l'étape, qui siège au Palais de Justice, délivre des passeports pour cette direction.

AU NORD D'ANVERS

Toute la frontière hollandaise est strictement gardée par les soldats allemands, et personne ne peut la franchir après 7 heures du soir.

La population frontière belge souffre beaucoup du manque de farine et de pétrole. Bravant toutes les difficultés pour passer la frontière, femmes et enfants font journellement deux et trois heures de marche pour tâcher de se procurer un peu de pétrole.

EN CAMPINE

A Turnhout les papeteries travaillent deux à trois jours par semaine, mais le charbon faisant défaut il faut prévoir à bref délai l'arrêt complet de cette industrie.

La circulation du tramway à vapeur vers Anvers, Gheel, Moll et Poppel est maintenue, mais les trains ne circulent qu'une fois par jour, et même le trafic est quelquefois supprimé par suite des transports militaires.

Les actes de vol et de rapine deviennent fréquents par suite de la misère. Les approvisionnements de charbon du chemin de fer ont été volés. Dans le hameau d'Oud-Turnhout, une bande a envahi une maison et a maltraité les habitants au point qu'un vieillard est mort des suites de cette agression.

Les écoles sont ouvertes, mais la population scolaire atteint à peine le tiers de celle d'autrefois.

A Gheel, la situation sanitaire est bonne. La contrebande par la frontière hollandaise est assez active. On recherche surtout le pétrole, le sel et le fromage, qui font presque absolument défaut en Campine. Le pétrole coûte 60 centimes le litre, le sel de 30 à 35 centimes la livre. La viande et le beurre sont meilleur marché qu'auparavant, mais le sucre a doublé de prix.

A LIEGE

Un terrible accident s'est produit sur la rampe d'Ans le 16 novembre vers 10 1/2 heures du matin. Un train venant de Vivegnis, mal aiguillé, a pris par le travers et a littéralement coupé deux trains, l'un montant, l'autre descendant, au moment où ils se croisaient. Il y a eu des blessés et des tués.

Finance et Commerce

Bons du Trésor chinois 5 p. c.

Afin d'éviter tout malentendu ultérieur, à la demande de la légation de Chine à Londres et conformément à des instructions reçues du gouvernement de la république chinoise, la légation de Chine à Bruxelles porte à la connaissance du public que les bons du Trésor chinois 5 0/0, déposés à la « Banque Internationale de Commerce de St-Pétersbourg » à Bruxelles, au nom de M. von Hellfeld, n'ont jamais constitué, en réalité, qu'un simple dépôt de titres non émis : les titres sont par conséquent sans aucune valeur. Ils sont du reste, aujourd'hui, annulés par le gouvernement chinois. (379)

Deutsche Orient Bank.

On mande du Caire au « Times » que le gouvernement anglais a décidé de déléguer un de ses fonctionnaires pour la surveillance des opérations des filiales de la Banque Orientale Allemande.

Le naphte.

Le prix du pétrole à Bakou est remonté à 27 kopeks.

Bourse de Londres.

Le « Financial Times » estime que la Bourse de Londres sera réouverte dans le courant du mois de décembre, tout d'abord pour les affaires au comptant avec cours minima.

Bourse de Bordeaux.

On a coté le 21 novembre : Rente française, 73; Russe 1906, 88; Crédit Lyonnais, 1,044; Suez, 4,100; Panama, 95; Nord de l'Espagne, 307; Saragosse, 309; Rio-Tinto, 1,260.

AVIS

Messieurs les actionnaires de la Société anonyme des Grands Magasins de la Bourse à Bruxelles, sont priés d'assister à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le jeudi, 10 décembre prochain, à 2 heures et demie de relevée au siège social, 65, boulevard Anspach.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires devront se conformer à l'article 32 des statuts en déposant leurs titres avant le 5 décembre. Ces dépôts seront reçus tous les jours ouvrables au siège social, au Crédit Général Liégeois ou une de ses succursales de province.

ORDRE DU JOUR :

1° Rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires;
2° Examen et approbation du bilan et du Compte de Profits et Pertes au 31 juillet dernier;
3° Décharge aux administrateurs et commissaires;
4° Nominations statutaires. 361

LE CARLTON (Restaurant)
20, rue du Bastion, 20 (Porte de Namur)
Apéritifs-Concert —o— Thé Mondain de 4 à 11 heures
Orchestre — Attractions (54

BRUXELLES-NORD
Le Restaurant de l'Hôtel des Colonies
EST RÉOUVERT
— Avis à sa bonne et fidèle Clientèle —
Plats du jour à 0.75 et 1 franc. 93

Ecole de Dactylographie pratique
142, boulevard Anspach — 1, rue des Teinturiers
Inscriptions de 9 à 12 heures et de 2 à 4 heures. (140)

J'ACHETE bibelots, objets d'art, faïences anc., argenterie, dentelles. Jenkens, 4, Marché-aux-Porcs. (156)

LA CARROSSERIE AUTOMOBILE FRANZ DE WOLF, 264, avenue Van Volxem, entreprend tous travaux neufs ou réparations à des prix défiant toute concurrence. (160)

200 FOURRURES tous genres, 1er choix, garnit. skungs. val. 750 pr 275 fr. ; 500 beaux paletots, val. 65 pr 15 fr. Plumes, paradis, aigrettes, corsets 1re marque ; le tout 1/2 prix. 38-40, r. Van Artevelde, Brux.-Bourse. (210)

ACHAT aux plus hauts prix beaux vêtements hommes, rue de l'Hôpital, 32. (228)

LES ATELIERS DE LA SENNE, 34, rue de France, à Bruxelles, sont en mesure d'accepter ou d'exécuter toutes pièces de décolletage ou de mécanique. (231)

SAINT-NICOLAS. Jouets scientifiques, vapeur, électricité, au prix de fabrique. Frémy, 25, rue d'Artois. (248)

MAISON GARNIE avec tout confort à louer près Rond-Point r. de la Loi, prix avant., recherch. plutôt qual. des locataires. S'ad. 66, r. de la Poudrière, Brux. (306)

CRISTAUX DE SOUDE
PREMIÈRE QUALITÉ
S'adresser aux établissements : (321)
LA PERSÉVÉRANCE
16, Boulevard de l'Abattoir, 16, GAND

FOURRURES
Collection de voyageur à solder, 43, ch. d'Haecht. (435)

ALLANT tous les 15 jours Hollande-Allem., me charge visiter prisonn. et miss. Ecr. Gr. rue au Bois, 62. (438)

CONFIDENTIA OFFICE
Voyages en Hollande, France et Angleterre. — Recherche et convoi de réfugiés. — Affaires concernant les internés en Hollande. — Mission de confiance. — Surveillance de maisons. — Renseignements commerciaux, correspondance, etc.
Direction :
3, rue du Pont-Neuf, à Bruxelles, de 4 à 6 heures
Bureau correspondant :
Korte Voorhout, à La Haye (436)

LES POUDRES DORMA
du docteur Goddé sont souveraines contre les insomnies et névralgies rebelles, l'énervement, les agitations et les palpitations du cœur. Emploi entièrement inoffensif. Prix de la boite : fr. 1.50 dans toutes pharmacies. Un essai vous édifiera. Votre pharmacien peut s'en procurer dans tous les dépôts. (293)

Le restaurant végétarien « **CÉRÈS** », rue de l'Esplanade, s'est réouvert. (449)

Vital **CREPIN-METTET** demande des nouvelles de Joseph Jarriy et de sa dame partis le 22 août. (458)

50 SALLES DE BAIN (bidets, lavabos, etc.), réparations, transf. Us. : 52, r. de l'Orient, X. L., Brux. (461)

EXPORTATION, IMPORTATION, etc.
Pour le Continent et outre-mer. Bur. 9 à 12 et de 2 à 7 h.
S'adr. 3, place de Ninove, Bruxelles (475)

MACH. A ECRIRE, 1re marque, à vend. à toute off. accept. S'adresser 27, rue de l'Instruction. (460)

BRUXELLES-NORD
Hôtel recommandé aux familles et voyageurs
CECIL HOTEL
100 chambres modernes à partir de fr. 3.50 par personne : déjeuner du matin, éclairage, chauffage et service compris.
Cecil Hôtel n'exploite ni café ni autres établissements café-restaurant-hôtel Bruxelles-Nord. (455

ON DEMANDE vendeurs et dépositaires pour le Nord de la France et la frontière belge. S'adresser : 3, Grand'Place, Mons.

PETITES ANNONCES

Commune de Schaerbeek
BOURSE DU TRAVAIL
30, rue de la Ruche, 30
AVIS AUX PATRONS
Les patrons ayant besoin de gens de service, d'ouvriers ou d'employés (des deux sexes) sont priés de s'adresser à la Bourse du Travail. Service GRATUIT.

DEMOISELLE, profess. de piano, à Paris, empêchée de rentrer en France, dem. à donner leçons. Prix modérés. Prendre adresse au bureau du journal. —

BONNE TAILLEUSE dem. travail à domicile ou autre, prix très modérés. 63, avenue Léon Mahillon. —

MONSIEUR très instruit, au cour. auto et chevaux, dem. emploi quelconque. 295, ch. de Boendael. —

DEMOISELLE, 21 ans, dactyl. ou employée bureau, dem. place, prétentions modérées. Rép. bureau journal initiales M. D. —

PERSONNE sérieuse, garde-malade ayant bons certific., cherche emploi. Ecr. A. B. C. D. bur. journal. (166)

MONSIEUR s'occuperait de missions de toute nature pr tous pays. Ecrire A. G. bur. du journal. (167)

DEMOIS. conn. parf. l'angl., dés. donn. leç. à dom. ou ch. elle. M. B., 11, r. Limnander (Midi). (226)

J. FILLE dem. pl. femme de ch., fille de qu. ou t. f., sach. peu cuis., 6, r. des Moineaux. (462)

ON DEM. jeune fille sér., sach. coudre et aider mén., logé, nourri, blanchi. Ecr. R. D. T. bureau du journal. (444)

ON DEMANDE fille à tout fre sachant cuis. bourg., pas laver, 85, r. du Brabant. (448)

ON DEMANDE de suite jeune homme 15 à 17 ans pr courses et écrit. Se prés. entre 10 et 11 ou 3 et 4 h., r. du Trône, 1. (474)

FILLE quart., cour. serv. table devant s'occup. enf. 2 ans, est dem., 25, rue Capouillet. Se présenter après 3 heures, certif. exig. (477)

CAISSIÈRE sér. dés. place de café ou hôtel, pet. salaire. V. M. 7 bur. journal. (486)

DAME cert. âge instr. et bien éduq., dés. diriger mén. chez Monsr seul. G. X. bur. j. (479)

ON DEM. serv. cuis., de 30 à 35 ans, b. au cour., inut. s. b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (482)

ON DEM. serv., 30 ans, sach. cuis., petit mén., b. réf. exigées, pap., 27, rue de l'Industrie. (484)

ON DEM. bonne cuisinière, 3 suj., 3 pers., de 30 à 35 ans, pap., 27, r. de l'Industrie. (484)

ON DEM. p. rue du Cornet serv. cuis. conn. b. cuisine, pap., 27, r. de l'Industrie. (485)

ON DEM. fille t. f. sach. cuis. bourg., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (487)

ON DEM. fille t. f. sach. cuis., b. réf., 95, rue de la Brasserie (pl. Sainte-Croix). (488)

ON DEM. fille t. f., de 25 à 35 ans, sach. cuis., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (489)

SERV. cuis. sach. très b. cuis., b. réf., dem. pl., pap., 27, rue de l'Industrie. (490)

JEUNE FILLE dem. pl. fille de quart., accept. pl. serv. cuis., excell. réf., pap., 27, r. de l'Industrie. (491)

FILLE t. f., sér., 38 ans, sach. cuis. bourg., dem. place, b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (492)

HOMME marié, 7 ans m. serv., tr. sér., parf. au cour., dem. pl. serv. int., auto et jard., pap., 27, r. de l'Industrie. (493)

PERS. certain âge, propre, sachant tr. b. cuis., main à tout, dem. pl., petit mén., pap., 27, r. de l'Industrie. (494)

MENAGE domest. int. et fille t. f. dem. pl. ens. ou sép., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (496)

CUISINIÈRE certain âge, parfaitem. au cour., dem. pl., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (497)

FILLE t. f., enc. en pl., ch. pl. mén. 2 pers., seul suj., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (498)

DOMEST. int., célib., dem. pl., b. certif., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (499)

2 JEUNES FILLES, 21 et 23 ans, dem. pl. pour aider ménage et s'occuper enf., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (500)

FEMME DE CH., fille quart. ou bonne d'enf., dem. pl., b. réf., pap., 27, rue de l'Industrie. (501)

FILLE t. f., 23 ans, sach. b. cuis., dem. pl., pap., 27, rue de l'Industrie. (502)

FILLE quart., 19 ans, au cour. serv., b. coud., dem. place, pap., 27, r. de l'Industrie. (503)

FILLE quart., 20 ans, bien au cour. serv., dem. pl., b. réf., pap., 27, r. de l'Industrie. (504)

MAISON ou appart. lux. meublés, avec ou sans pens., 8, r. Jourdan (P. Louise). (505)

ON DEMANDE PROFESSEUR-REPETITEUR 1re année de philosophie. Ecrire condit. A. M. 6 bureau du journal. (506)

JEUNE INSTITUTRICE dipl. désire s'occ. de l'éducation d'un ou plus. enfants. Ecr. M. B., 11, r. Rembrandt.

COMPTABLE longue prat. demande tout travail de bur., prétent. tr. mod. Ecr. 20a, r. de Berlaimont.

DAME désire place demoiselle magasin épicerie et fromag., 106, r. Jourdan, C. G.

COUTURE. Personne sachant bien coudre, lingerie et aut., se recommande, 124, rue de l'Indépendance.

COUTURIERE dem. journées, 247, chaussée d'Ixelles.

BRODERIE. — Jeune fille, 20 ans, sérieuse, cherche place. Adr. 86, rue des Flandres, Bruxelles. —

PEINTURE (Bois et marbres). Bon ouvrier cherche place. Adr. 61, rue de Flandre, Bruxelles. —

DIVERS

SAUCISSONS D'ARDENNE (Méd. or 1910). Baltus, Mont Oratoire, 16 (20)

DEPART journalier Bruxelles, Namur, Charleroi, missions de confiance, 18, rue Mustn. pour province aux dépositaires. (287)

TAILLEUR, trav. à façon, réparat., 30, r. Van Artevelde. (149)

MAGASIN de charbon à rem., cheval et camion, 2,000 fr., vend. plus de 60 wag. pr année, 16-18, r. Eenens, Sch. (222)

200,000 FR. disponibles achat de titres cotés et non cotés, faculté de rachat, achat de coup., 19, r. Stassart, bur. de 10 1/2 à 12 h. et de 4 à 5 h. (320)

CHEVAUX de gros trait, cobs et poneys à vendre, 98, boulevard de la Plaine, Auderghem (Chasse Royale). (330)

PEDICURE. Mlle Ducarme, diplôm., 10, r. Danemarck, s. 2 f. de 11 à 7 h. Se r. à d. (356)

CENTRE. A louer pet. quart., eau, gaz, 2me ét., sr cour, 24 fr., r. Grande-Ile, 8a. (371)

LE LIQUIDAT., 62, r. de la Commune, est achet. de tissus de flanelle et aut. Bur. de 10 à 12. (390)

ORG. sér. se charge de comm., miss. conf. pr Gand, Alost, Anvers, Liége et Verv. Repr. de fabr. désir. Cond. m. S'ad. 19, r. Croix-de-Fer, Br., s. 1 f. (397)

CARTES A JOUER Grimaud et autres à solder, 14, rue de l'Enseignement. (433)

ESCOMPTE traite, 50, rue Scailquin, Saint-Josse. (434)

PERS. conf. se rend. Anglet. acc. miss. et lettres av. rép. Hollande et Anglet., Vieille-Halle-aux-Blés, 8. (441)

MONSIEUR ass. fort dés. ach. d'occ. beau pardessus d'hiv., large. Ec. init. J. V. D. b. j. (442)

AVIS aux fabric. et négoc. Pr vos march. à sold., revendr vis. mais. com. et part., ch. à r. en rapp. pr la v. n'imp. qu. art. Matthys, 35, r. G. Defnet, Saint-Gilles. (446)

DEPART, mach. à coud. Singer neuve, canette centr., 80 fr., 135, rue Josaphat. (447)

MASSAGE diplômée, de 10 à 7 h., 15, r. de la Bigorne. (450)

FONDERIE
La fonderie de cuivre, bronze, etc., r. de la Poterie, 9, Cureghem, accepte ttes comm. et achète vieux métaux. (451)

BIJOUX MAXIMA-BELGE ACHÈTE CHER TITRES (67
8, R. JULES VAN PRAET (BOURSE)

ON RECHERCHE la personne s'étant présentée fin octobre boulevard du Midi, 56, Bruxelles, pour donner explications plus amples sur un prisonnier se trouvant train en gare de Laeken et partant pour l'Allemagne.
Rép. boulevard du Midi, 56. Se munir si possible des listes de noms pris. (452)

PERS. se rendant à Knocke et Hollande acc. miss. autoris., 4, r. Portaels, 8 à 14 h. (453)

On recherche **BAUVAIS, Léon**, du régiment Reine Elisabeth (bottes) et violoniste, vu le 14 octobre à Ostende. Prière donner nouvelles au bureau du journal. (457)

VOULANT faire le gros, je désire rem. mon mag. de fruits, beurre, œufs, etc., bon gagne pain. Ec. M. M. 126 b. j. (463)

MARIAGE. Mme N. 44 X. Ag. Rossel est priée donner son adr. Ecr. A. B. 27 bur. j. (465)

MESSrs sér. se chargent de lettres et miss. discr. pr l'int. du pays. S'ad. 816, ch. d'Alsemb. (468)

PERDU bracelet-montre or, b. récomp. pr rem. 110, av. Marie-José, Woluwe-St-Lambert. (469)

DOCTEUR étranger dem. professeur pr apprendre pr conversation le français. S'adr. av. détails sub. Z. A. b. j. (472)

PERS. de conf. se charge lettr. av. rép. Holl., Angl., France. S'adr. V. 365 bur. journ. (476)

INSTITUTRICE donn. leçons franç. à pers. arriérée ou étrang., 10 fr. p. mois, 59, rue Josaphat. (478)

ACHAT t. esp. de marchand., 30, r. Van Artevelde, Bourse. (481)

PRIX réduit. Cours de coupe à domicile, vente de patrons, 50 et 52, rue de la Brasserie. (456)

POELES à feu continu et pt camion à vendre, 120, r. des Plantes. (467)

VOYAGE NAMUR. Break ent. fermé, vitré, chauffé, conf. agencé. 10 fr. pr pers., lettr., petits colis, etc. A. Renders, 7, r. Jenner, Ixelles. A Nam., à la Poule d'Or, 115, r. de Fer. (389)

A LOUER bel appartement 2e étage, 3 places, mans., 55, rue Royale-Sainte-Marie, Schaerbeek (302)

CHAMBR. rich. garnie, 20 et 30 fr., 40, ch. d'Anvers (N.). (332)

BELLES CHAMBRES garnies, 21, r. du Lac (av. Louise). (367)

A LOUER appartem. meublé, 5 pl., ustens. de cuis., vaiss., 90 fr., 3, avenue Georges Rodenbach, gare Schaerb. (443)

CHAMBRE ou appart. garni à louer av. ou ss pens., 1 ou 2 pers., 14, boul. Baudouin. (445)

BEAU QUART. garni. bur. et chamb. garn. à louer, 4, rue Portaels, Schaerbeek. (454)

A LOUER appart. ou partie de mais. lux. meub., 101, r. Faider. (456)

REZ-DE-CHAUSS. garni, 4 pl., cuis., prix modéré, 34, rue d'Oultremont (Cinq.). (459)

ON DEM. louer pr mois voit. fermée av. harn. pr un chev. S'ad. 20, r. de l'Escalier. (464)

A LOUER appart. b. meublé, bain, 23, sq. Marie-Louise. (466)

Belle **MAISON DE COMM.** à louer, 2 vitr. coin r. de l'Instruction et r. Gevaert (Midi). (470)

MEUBLÉE, à louer mais. conf. meub., 72, ch. de Charleroi, vis. de 3 à 5 h., prix mod. (471)

CHAMBRE et pens. de m. hon., vie fam., 113, r. Gallait. (473)

CHAMBRES garn. avec ou ss pension chez pers. hon., 70, rue Marie-Thérèse. (437)

A LOUER chambre et quart. garnis, pied-à-terre ou aut., 10, rue Danemark. (439)

ACCOUCHEUSE
1er diplôme 30 ans pratique
EX-DIRECTRICE MATERNITÉ
Retards. — Consultat. secrèt.
Man spricht Deutsch
44, rue de la Rivière (Nord)

Imp. Th. Dewarichet, 5, Montagne-de-Sion, Bruxelles.